



# UNION INTERPARLEMENTAIRE

New York, le 26 septembre 2013

## Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire

### Déclaration du Secrétaire général

**M. Anders B. Johnsson**

Monsieur le Président,

Je souhaite évoquer la contribution que parlements et parlementaires peuvent apporter aux initiatives mondiales visant à débarrasser le monde des armes nucléaires.

En avril 2009, les Parlements membres de l'UIP ont adopté par consensus une résolution intitulée *Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires, et assurer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires : le rôle des parlements*. Cette résolution passe en revue les principaux aspects du désarmement nucléaire : juridiques, politiques, techniques et institutionnels. Elle propose un large éventail de recommandations concernant les mesures concrètes que les parlements peuvent prendre pour assurer la ratification universelle du TICE, promouvoir la proposition en cinq points du Secrétaire général de l'ONU sur le désarmement nucléaire, et appuyer une série de mesures parallèles, dont le démarrage des négociations sur un accord global relatif aux armes nucléaires.

Un an plus tard, en 2010, la 3<sup>ème</sup> Conférence mondiale des Présidents de parlement s'est conclue par l'adoption d'une déclaration politique dans laquelle les dirigeants parlementaires de plus de 130 pays exprimaient leur soutien à la proposition en cinq points du Secrétaire général de l'ONU et s'engageaient à poursuivre leur action en vue de parvenir à un monde exempt d'armes nucléaires.

En octobre 2011, la Commission UIP des Affaires des Nations Unies a tenu un débat sur le thème **Armes nucléaires – vers l'option zéro** au cours duquel les

participants ont réfléchi plus avant sur ce que les parlements et leurs membres pouvaient faire concrètement pour faire avancer la non-prolifération et le désarmement nucléaires, et pour veiller à la mise en œuvre des engagements pris. L'une des recommandations issues de ce processus préconisait la mise au point d'un outil pratique de nature à aider les parlementaires à mettre en œuvre les objectifs de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

Ainsi, un guide à l'usage des parlementaires, réalisé en collaboration avec l'organisation Parlementaires pour la Non-prolifération Nucléaire et le Désarmement (PNND) et avec l'appui du ministère des Affaires étrangères suisse et du World Future Council, a été lancé en octobre 2012. Dans ce guide, on met en lumière une série de bonnes politiques et de bonnes pratiques ayant pour but de promouvoir le désarmement nucléaire, de lutter contre la prolifération nucléaire ou d'assurer la sécurité nucléaire, et on passe en revue ce que les parlementaires peuvent faire pour arrêter des agendas législatifs devant conduire à la réalisation de ces objectifs.

Les exemples cités dans ce Guide montrent que, du Kazakhstan au Costa Rica, de l'Autriche à l'Australie, du Brésil au Bangladesh, de l'Inde à l'Afrique du Sud et aux Etats-Unis d'Amérique, un nombre toujours plus grand de parlementaires ont mis au point et promu des mesures visant à instaurer un monde exempt d'armes nucléaires. Leurs initiatives ont pris diverses formes, notamment :

- faire de leurs pays et de leurs régions des zones exemptes d'armes nucléaires,
- adopter une législation visant à sécuriser les arsenaux nucléaires et matières fissiles existants,
- agir en faveur de la ratification des traités sur la non-prolifération et le désarmement,
- décider de contenir les dépenses militaires et de réduire les forces nucléaires,
- ou réexaminer les doctrines de sécurité nationale.

En partenariat avec PNND, nous continuons à encourager les Membres à saisir leurs parlements respectifs de ces dossiers. Leur intérêt croissant pour ces questions s'est manifesté par la décision récente d'inscrire à l'ordre du jour de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP un point intitulé *Pour un monde exempt d'armes nucléaires : la contribution des parlements*.

Deux rapporteurs, des parlementaires du Canada et de Cuba, ont été chargés d'établir des rapports sur cette question, rapports qui seront présentés et débattus lorsque nos Membres se réuniront à nouveau en octobre pour l'Assemblée d'automne. M. Dengo, Ambassadeur du Costa Rica, se joindra à nous pour cet

événement, en sa qualité de président du Groupe de travail à composition non limitée de l'ONU sur le désarmement nucléaire.

Sur la base des conclusions de ce débat, et en tenant compte des commentaires écrits reçus des Membres, les deux rapporteurs seront chargés d'élaborer un projet de résolution, qui sera négocié et finalisé en mars 2014. Une fois adoptées, les résolutions sont diffusées au sein des parlements nationaux et soumises à l'attention des gouvernements. Certains parlements les soumettent à leurs commissions parlementaires qui en examinent les modalités de mise en œuvre. En vertu des Statuts de l'UIP, les Parlements membres sont tenus de présenter des rapports annuels, et nous comptons sur l'engagement de nos différents partenaires pour le suivi au niveau national et local. Il va sans dire que durant ce processus, la coopération entre législateurs, responsables locaux, gouvernements et société civile est essentielle pour en assurer l'aboutissement.

Mais, surtout, je tiens à préciser que nous nous sommes associés au World Future Council et au Bureau des affaires du désarmement de l'ONU pour décerner le Future Policy Award 2013 dans le domaine du désarmement. Vingt-cinq politiques méritoires ont été retenues - tant nationales que régionales – dont une bonne partie proposent une législation modèle en matière de désarmement. Les lauréats seront annoncés lors d'une cérémonie qui se tiendra à l'ONU le 23 octobre, et nous ne doutons pas que cette initiative contribuera à sensibiliser le public et à susciter d'autres initiatives dans d'autres pays et régions.

En conclusion, nous nous félicitons de la dynamique enclenchée vers la réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires. De plus en plus, les législateurs ont le sentiment que débarrasser le monde des armes nucléaires n'est pas seulement un devoir mais aussi un objectif réaliste. Nous continuerons à saisir les opportunités qui s'offrent pour nous impliquer et faire avancer ce processus.

Je vous remercie.